

Mon numéro : 2 02 12 26 362 084 85
 Mon nom ou celui de mon ayant droit :
 FRATTINO Léa
 Pour mes démarches, j'utilise mon compte ameli.
 Avec l'appli sur mon smartphone c'est très simple !

3646 Service gratuit
+ prix appel

035 CPAM 13
 13421 MARSEILLE CEDEX 20

Mme FRATTINO Léa
 BATIMENT 8 RES LES FERRADES
 3 RUE DE LA PEGOULADE
 13310 ST MARTIN DE CRAU

Le 08/10/2025

> MON ATTESTATION DE DROITS À L'ASSURANCE MALADIE

Madame,

Vous êtes affiliée à un régime d'assurance maladie pour la protection de votre santé.

Pour faire valoir vos droits, vous trouverez ci-joint une attestation à présenter aux professionnels de santé (médecins, pharmaciens, etc.) si vous ne disposez pas de la carte Vitale.

En cas de changement d'activité, de déménagement, de mariage ou de naissance, pensez à informer rapidement votre organisme d'assurance maladie et à mettre à jour votre carte Vitale. Vos droits seront ainsi actualisés.



La mise à jour de ma carte Vitale, c'est maintenant !

Je peux mettre à jour ma carte Vitale dans la plupart des pharmacies.

Avec toute mon attention,

votre correspondant de l'Assurance Maladie



Mon numéro : 2 02 12 26 362 084 85
 Mon nom ou celui de mon ayant droit :
 FRATTINO Léa

Mon attestation de droits à l'Assurance Maladie

Valable du 08/10/2025 au 07/10/2026 sous réserve de changement dans la situation de l'assuré

Organisme de rattachement sécurité sociale	Code gestion	N° de sécurité sociale de l'assuré (à utiliser pour tous les bénéficiaires ci-dessous)	Modulation du ticket modérateur
01 131 0351	10	2 02 12 26 362 084 85	
Bénéficiaires(s) nom de famille suivi d'un éventuel nom d'usage	N° de sécurité sociale du bénéficiaire (pour information)		Né(e) le / rang
FRATTINO Léa a déclaré un médecin traitant	2 02 12 26 362 084 85		09/12/2002 1

Toute attestation de droits antérieure est à détruire.

Conformément au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 et à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant auprès du Directeur de votre organisme d'assurance maladie ou de son Délégué à la Protection des Données. En cas de difficultés dans l'application de ces droits, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la Commission nationale Informatique et Libertés.

La loi rend passible d'amende et/ou d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (articles 441-1, et suivants du Code Pénal). En outre, la falsification ou l'établissement de faux documents, ainsi que l'utilisation de tels documents sont passibles d'une pénalité financière au titre des articles L.114-17-1 du Code de la Sécurité sociale.